FONDÉ EN 1893

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

L'Égalité

DE ROUBAIX-TOURCOING

Mardi 23 Mars 1920

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

L'AMÉRIQUE

négociera une Paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche

C'est l'œuvre du Président Wilson

Washington, 21 mars. — En conséquence du rejet du traité par le Sénat, on annonce que le président Wilson négociera une paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche (Exchange Telegraph).

Washington, 21 mars. — Une résolution mixte déclarant l'état de paix avec l'Allemagne, a été déposée à la Chambre des représentants.

L'Allemagne devra reconnaître tous les droits que la ratification du traité aurait conférés aux Etats-Unis. En cas de refus, le président serait autorisé à interdire la reprise des relations commerciales et l'extension des crédits accordés à l'Allemagne.

Commentaires américains

New-York, 21 mars. — Les journaux commentent le rejet du traité.

Le « New-York World » constate que l'attitude du Sénat constitue la page la plus mortifiante de l'histoire américaine. « Les morts de la guerre, écrit-il, seront donc tombés en vain ! »

Pour le « New-York Tribune », la faillite du traité est une tragédie poignante qui se termine par une *scène sordide*.

Le « New-York Times » estime que la nation américaine éprouvera une désolation à constater que le grand effort de liberté, qui, récemment encore, nourrissait la noble aspiration de rendre impossible une nouvelle guerre mondiale, est incapable de faire triompher la paix.

Ce que dit la Presse française

Paris, 21 mars. — Les journaux, commentant l'échec du traité devant le Sénat Américain, constatent qu'il sera pour l'Allemagne un grand réconfort.

La plupart sont d'accord pour considérer que le traité est définitivement mort.

Toutefois, le « Journal », après avoir constaté que cet échec entraîne la faillite complète des projets de reconstruction du monde, écrit qu'il n'est pas impossible que la discussion soit reprise une troisième fois.

Le « Matin » affirme que le vote du Sénat laisse absolument intacts les liens qui unissent les deux grands peuples.

Pour l' « Eclair », cet événement réclame une réunion immédiate des représentants de l'Entente.

Un crédit de 1 milliard de dollars

Bâle, 21 mars. — On télégraphie de Francfort que d'après le bureau « Europa Press », le Sénat des Etats-Unis a décidé d'octroyer à l'Allemagne un crédit de un milliard de dollars pour l'acquisition de matières premières et de denrées alimentaires.

— Ce crédit serait indépendant de celui que projette l'Entente.

POUR SAUVER LA PRESSE

TOUT ESPOIR N'EST PAS PERDU

Paris, 21 mars. — Hier soir, à 18 h. 30, la délégation désignée par l'assemblée des directeurs de journaux provoquée par le Syndicat de la Presse Parisienne a été reçue par M. Millerand, président du Conseil. Les délégués ont exposé les décisions prises par l'Office et les raisons graves qui les motivaient. M. Millerand se déclara favorable à la prise d'un décret prolongeant les pouvoirs de l'Office, fixant le métrage hebdomadaire de la consommation du papier par rapport au prix de vente. Il a prié le Comité de l'Office de lui soumettre par lettre ses propositions.

Le président du Conseil s'est également montré favorable au repos dominical, qui devra faire l'objet d'un projet de loi.

En résumé, tout espoir n'est pas perdu de voir le gouvernement enfin intervenir pour détourner la catastrophe qui fond sur la presse.

La Fête Fédérale des Sociétés de Gymnastique doit avoir lieu à Lille en 1921

NOS SOCIETES S'Y EMPLOIENT ACTIVEMENT

Le Comité Central des sociétés de gymnastique s'est réuni hier, à 10 heures du matin, à l'Hôtel de l'Europe, à Lille, sous la présidence de M. Wachmar, président de l'A. R. G. du Nord et du Pas-de-Calais et vice-président de l'U. S. G. de France, dans le but de s'entendre avec l'Union des sociétés de gymnastique lilloises, pour assurer à la ville de Lille, en 1921, la Fête Fédérale des sociétés de gymnastique.

L'Union des sociétés de gymnastique lilloises s'est réunie ensuite au même endroit sous la présidence de M. Quivry de l'Etang. Il a été décidé de protester énergiquement contre la candidature de la ville de Rouen, pour la prochaine fête fédérale et d'envoyer des télégrammes à M. Cazalet, président de l'U. S. G. de France, au maire de Nice, où doit se tenir le Congrès des Sociétés de gymnastique le 3 avril prochain et au maire de la ville de Rouen, pour leur annoncer que l'entente pour la fête fédérale était faite avec la municipalité lilloise, les sociétés de l'arrondissement de Lille et l'A. R. G. du Nord et du Pas-de-Calais.

Notre ami Saint-Venant, député du Nord et Molthy, adjoint au maire de Lille, qui assistaient à cette réunion, ont promis de prendre la défense de la ville de Lille au Congrès de Nice, où ils prendront la parole, attendu que le Conseil municipal de cette ville a voté, dans sa séance du 5 février dernier, une subvention de 150.000 francs en vue de la Fête fédérale.

L'Association régionale des sociétés de gymnastique du Nord et du Pas-de-Calais, s'est réunie à son tour, à 3 heures, à la Mairie de Lille, salle des Mariages, sous la présidence de M. Wachmar, qui exposa la situation morale. M. Debeurne, trésorier, fit l'exposé de la situation financière et une allocution fut prononcée par le rédacteur en chef du Bulletin de l'A. R. G.

A l'issue de cette dernière réunion, un ordre du jour fut voté, invitant toutes les sociétés de gymnastique à coordonner tous leurs efforts afin de faire doter la ville de Lille de prochaine fête fédérale, d'autant plus nécessaire que le besoin s'impose de reconstituer les sociétés de gymnastique dans nos régions dévastées et surtout pour que tous les gymnastes de France et les délégations alliées qui assisteront à cette fête puissent se rendre compte de la dévastation dont furent victimes nos malheureuses populations.

Va-t-on supprimer le Ministère des Régions Libérées ?

ON DIT QUE...

Le journal parisien « Le Populaire » publie cette information :

« Le gouvernement est sur le point de supprimer le ministère des régions libérées.

« Nous croyons savoir pourquoi et nous le disons.

« Il n'y a plus, dans les caisses de ce département, que 80 millions. Où a passé l'argent ? Il s'est, en grande partie, évaporé dans un effroyable gaspillage. »

Des travailleurs agricoles pour les Régions libérées

Les Ministres de l'Agriculture et des Régions libérées se sont mis d'accord pour faciliter l'envoi dans les régions libérées des travailleurs agricoles français sans emploi qui désirent travailler dans ces régions.

POUR L'AMNISTIE ET LES HUIT HEURES

Les meetings de la C. G. T

A Paris

Paris, 21 mars.— Conformément à la décision de la Commission administrative de la C. G. T. l'Union des Syndicats a organisé ce matin à la salle Wagram un grand meeting pour l'amnistie générale et l'application de la loi de huit heures.

De nombreux orateurs ont exposé les conceptions de la C. G. T. sur l'amnistie, la loi sur la capacité civile des syndicats, l'arbitrage obligatoire, la vie chère et l'utilité d'un grand mouvement révolutionnaire des ouvriers.

A Lille

L'impression qui se dégage de cette imposante réunion est une impression de force, de force constructive, de froide et implacable résolution.

Comme c'est loin les réunions d'autrefois où des ordres du jour clôturaient les séances par une menace terrible, mais vaine !... C'est le sens pratique, l'objectivité, le souci d'une réalisation prochaine qui a dominé (et avec quelle ampleur) tout le meeting d'hier.

Il faut remonter aux solitaires de Port-Royal pour retrouver une volonté aussi précise, une ardeur d'action, aussi violente, une logique aussi claire que celle qui se dégage actuellement de la C. G. T.

Dans l'anarchie ambiante, cette organisation qui émerge comme un phare vers lequel de plus en plus toutes les forces du pays convergent, apparaît à tous comme le refuge dernier qui sauvera peut-être notre malheureuse nation du désastre.

Oui, le temps est passé de la propagande épique où les militants se défendaient, becs et ongles dehors, contre un ennemi puissant et redouté. L'heure est maintenant à l'étude, au travail du bon sens et de la pensée.

La réunion d'hier fut une réunion du travail. L'enthousiasme qui accueillit les orateurs prouva au demeurant que, comme eux, la masse ouvrière aspirait à sortir de l'impasse où l'inertie, la veulerie, l'incompétence, l'esprit de lucre, l'égoïsme d'une classe, d'un système social avaient acculé le peuple tout entier.

BAUCHE, qui présidait, prit le premier la parole. Il définit d'abord le but de la réunion et le sens que la C. G. T. avait voulu lui donner. « C'est la communion du peuple dans l'idéal qui demeure et survole au-delà des cataclysmes. C'est l'acte de foi nécessaire dans la splendide et commune fraternité. Un monde meurt et de ses spasmes ultimes se forme la Société nouvelle, enthousiaste et jeune, rayonnante déjà d'intelligence et de loyauté ».

Ayant ainsi souligné l'importance du meeting, il donna alors la parole à BONDUES.

Le secrétaire de l'Union Départementale, brutalement, avec l'éloquence incisive que l'on lui sait, mit l'auditoire en présence de ses propres responsabilités.

« Grèves de salaire, dit-il, non; non et non ! Finis ces conflits stériles où le prolétariat s'épuise. Nous sommes las de cette ascension sans arrêt. Hausse du coût de la vie, grève ! Hausse des salaires, hausse du coût de la vie, grève, etc.... Non, à la fin, nous en avons assez. C'est l'histoire du chien qui court après son ombre. Nous voulons maintenant une réalité. Il faut élever nos esprits, au-dessus de ces mesquines choses. Il faut que nous portions en nous-mêmes un idéal suffisamment noble pour que, dominant les journées parfois douloureuses du présent nous puissions nous tenir prêts pour l'instant où, faisant appel à toutes nos forces, l'organisation ouvrière nous dira « L'heure est venue ! »

Alors, conclue l'orateur, alors seulement nous aurons mérité de l'Humanité.

SAINT-VENANT succéda à Bondues. Le sympathique député du Nord qu'est devenu notre ami, n'a pas effacé en lui le vaillant militant que nous avons toujours connu.

Saint-Venant parla de la loi des huit heures, et des efforts faits par le patronat pour la rendre inopérante. Se souvenant des luttes anciennes, il rappela l'époque où les militants envisageaient parfois la révolution violente comme la solution nécessaire. La nature qui se renouvelle est un profond exemple, dit-il. L'arbre qui naît a-t-il besoin de détruire pour s'épanouir ? Construisons suivant notre idéal et la vieille société qui se meurt n'aura même pas besoin d'un regard d'un peuple triomphant, pour achever de s'effondrer ».

LAPIERRE prit en fin de réunion la parole. L'amnistie « dure au pauvre, au riche s'attendrie » ; elle absout les officiers déserteurs, elle oublie les pollus. C'est avec véhémence que l'ardent secrétaire adjoint de la C. G. T. prend la défense des marins de la Mer Noire, et des malheureux qu'une amnistie boiteuse a volontairement oubliés.

Parlant ensuite de l'organisation syndicale, il ronie toute la valetaille que, depuis 20 ans, les Syndicats traînent comme un boulet. Pour être syndiqué, il faut avant tout être un homme, et non un porteur de carte confédérale.

Passant à la nationalisation des services publics, et des grandes administrations, il dit : L'heure des errements est passée. Nous voulons aujourd'hui des choses possibles et sérieuses. Que les Fédérations compétentes nous soumettent d'abord leurs projets, nous les étudierons ensuite, et lorsque nous les sentirons possibles nous mettrons tout en œuvre pour les réaliser. Mais nous ne voulons plus d'ordres du jour sans portée. Assez de paroles, assez de verbiage, tous au travail, à l'étude et aux actes.

L'orateur brossa enfin un tableau saisissant du gâchis actuel et du péril dont l'état de nos finances et la crise de production nous menacent. Il montra enfin l'effort prodigieux qui courbe actuellement la C. G. T. sur l'œuvre de salut et de régénérescence du pays par les travailleurs unis et organisés.

Cette magnifique réunion prit fin sur l'ordre du jour suivant présenté par Bauche, secrétaire de la Bourse du Travail, et que l'assemblée vota à l'unanimité :

L'ORDRE DU JOUR

Les travailleurs de Lille, réunis le 21 mars, par convocation de l'Union des Syndicats ouvriers du Département du Nord, après l'exposé fait par divers camarades sur la situation économique en France et les critiques apportées contre le projet de loi d'amnistie, déposé sur le bureau de la Chambre par le Gouvernement ;

Dénoncent le caractère insuffisant du nouveau projet et réclament le vote d'une loi d'amnistie plus large et capable de corriger les insuffisances de la loi précédente ;

Le projet déposé n'accorde aux travailleurs aucune des satisfactions par eux demandées, tant en ce qui concerne les marins de la Mer Noire que les victimes des conseils de guerre ;

Ils prennent l'engagement de lutter jusqu'au jour où une véritable mesure de justice aura fait disparaître les sévices brutaux d'une répression de guerre, indulgente aux chefs, dure aux petits ;

Ils protestent contre l'attitude de bienveillance des gouvernants à l'égard du patronat français s'opposant à l'application de la loi du 23 avril 1919, portant réduction à huit heures de la journée de travail ;

Ils s'élèvent contre toutes les lois votées par une Chambre subissant l'influence de la réaction et déclarent inacceptables les lois sur la capacité civile et commerciale des syndicats et l'arbitrage obligatoire ;

Ils clament leur désir de voir s'établir enfin la paix générale entre tous les peuples par l'organisation internationale d'une société des peuples supprimant les armements et toutes les causes de provocation ;

Ils se déclarant partisans d'une étroite collaboration de tous les peuples qui, seule, fera naître une paix bienfaisante et durable.

LA RÉVOLUTION TRIOMPHE EN ALLEMAGNE

Le Gouvernement a capitulé

LA SOCIALISATION VA COMMENCER

Les dernières dépêches d'hier sur la marche de la révolution en Allemagne donnaient ces détails à la suite de celles annonçant les victoires spartakistes.

Il y a plus de 2.000 victimes

A Spandau, aux portes de Berlin, les ouvriers et la garde de sûreté se retranchent face à face.

A Berlin, des bagarres sanglantes se suivent sans interruption. Partout des morts et blessés. Le nombre des victimes en Allemagne pendant la semaine écoulée est évalué à plus de deux mille.

La situation empire à Stuttgart

Stuttgart, 20 mars. — La situation à Stuttgart a empiré. Le gouvernement a eu la preuve qu'un certain nombre d'ouvriers communistes ont réussi à s'armer. Cet après-midi, la milice des habitants a été mobilisée.

La Reischwehr en territoires occupés

Stuttgart, 20 mars. — L'Entente a autorisé le Gouvernement d'Empire à faire avancer les troupes de la Reichswer en territoires occupés, afin de leur permettre de réprimer l'insurrection des districts industriels de la région du Rhin.

L'élection au Reischtag

Berlin, 20 mars. — Il se confirme que l'élection au Reichstag aura lieu soit le 13 ou le 20 juin.

La Saxe est aux prolétaires

Une bonne partie de la Saxe est entre les mains du prolétariat. La Reichswer est en pleine effervescence.

Le Gouvernement capitule

Socialisation et Monopole

Déjà on annonçait hier que le Gouvernement allemand était contraint de faire de nombreuses concessions aux ouvriers.

L'accord suivant a été conclu entre le gouvernement et les fédérations ouvrières :

1. Lors du remaniement du gouvernement d'empire et du gouvernement prussien, une nouvelle entente devra avoir lieu entre les partis et les organisations qui ont participé à la grève. Ces organisations se sont mises à même d'exercer sur la nouvelle orientation économique et politique une influence correspondant à leur importance, sans préjudice des droits de la représentation nationale ;

2. Tous ceux qui ont participé au coup d'Etat seront immédiatement désarmés et punis. Seront punis également tous ceux qui ont mis leurs services à la disposition du gouvernement insurrectionnel. Les administrations publiques seront radicalement épurées de tous les éléments contre-révolutionnaires, principalement en ce qui concerne les emplois supérieurs. Les fonctionnaires licenciés seront remplacés par des hommes sûrs ;

3. Tous les représentants des organisations ouvrières qui auront été congédiés des emplois publics pour leur action politique ou syndicale seront réintégrés ;

4. La réforme des administrations sur des bases démocratiques sera accélérée. Les représentants des organisations ouvrières, employés et fonctionnaires, seront appelés à y collaborer;

5. Abrogation des lois actuelles et remplacement par des lois conformes aux principes du syndicalisme ;

6. La socialisation devra commencer sans délai dans tous les domaines, conformément aux décisions prises par la commission de socialisation. Réunion immédiate de cette commission. Prise de possession par l'Etat du Syndicat des charbonnages ;

7. Monopole de toutes les denrées alimentaires et lutte sans pitié contre les accapareurs et profiteurs de guerre. Création de syndicats spéciaux de producteurs en vue d'établir des mesures rigoureuses contre les producteurs qui dissimulent ou refusent de livrer leurs produits ;

8. Licenciement de tous les chefs militaires qui ont failli à leur devoir vis-à-vis de la Constitution. Leur remplacement par des chefs recrutés parmi les cercles républicains et parmi les employés et ouvriers. Les droits des chefs restés fidèles doivent demeurer intangibles.

Il a été annoncé aux représentants des syndicats que les ministres Noske et Heine ont donné leur démission.

La reprise du travail

Berlin, 21 mars. — Le texte de l'accord survenu entre le gouvernement et les socialistes, mettant fin à la grève générale, sera publié.

Le travail sera repris partout demain lundi.

Un manifeste de l'Association des syndicalistes de la Fédération des travailleurs libres et de l'Union des Fonctionnaires de Berlin déclare accepter la cessation de la grève générale, malgré qu'ils ne soient pas satisfaits des arrangements intervenus.

L'Union des Syndicats publie un appel aux ouvriers déclarant accepter les conditions de l'accord et décidant de mettre fin à la grève générale.

Les socialistes indépendants, notamment Doumning, sont favorables au maintien de la grève générale et sont restés en dehors des tractations. Plusieurs syndicats et en partie celui des Chemins de fer, appuient leur point de vue.

On parle d'un Cabinet Scheidemann

Berlin, 21 mars. — Le gouvernement et l'assemblée nationale ont quitté Stuttgart pour Berlin où toutes les mesures militaires ont été prises en vue de réprimer toute tentative possible des communistes.

La diète de Prusse est convoquée en réunion extraordinaire à Berlin pour le 23 mars.

On dit que la majorité n'est pas disposée à ratifier les concessions faites aux socialistes par les membres du cabinet délégués à Berlin.

Le président Ebert et le leader Scheidemann, socialiste, sont arrivés ensemble à Berlin.

Noske et Heine ont démissionné

Berlin, 21 mars. — Le président Ebert, le chancelier Bauer et le ministre Gesler, sont rentrés aujourd'hui à Berlin. Les démissions de Noske et de Heine, ministre de l'intérieur prussien, sont confirmées.

L'Assemblée Nationale se réunira dans le courant de la semaine. L'Assemblée prussienne est convoquée pour le 26.

Grève générale dans le Palatinat

Mayence, 21 mars. — Un certain nombre d'indices laissent à prévoir qu'une grève générale est en préparation dans le Palatinat, occupé par les troupes françaises.

Les Socialistes restent armés dans la Région industrielle

Hagan, 21 mars. — Les trois partis socialistes de la région industrielle ont adressé un télégramme à l'Assemblée Nationale dans lequel il est dit notamment :

« Les trois partis socialistes de la région industrielle se placent unanimement au point de vue suivant :

» Tous les efforts doivent être mis en action pour annihiler la réaction. En aucune façon nous ne pouvons accorder notre confiance au général von Watter, qui entend, par des menées réactionnaires et monarchistes, exiger des ouvriers qu'ils déposent les armes ».

Troupes gouvernementales battues et prisonnières

Aix-la-Chapelle, 21 mars. — Après des combats sanglants à Desel...er et Helderith, les troupes gouvernementales se sont retirées. Une partie des troupes a été capturée et emprisonnée par les spartakistes. Quelques éléments russes et d'anciens officiers de l'active se trouvaient parmi les spartakistes. Les spartakistes déclarent que leur mouvement n'est pas dirigé contre les troupes d'occupation et ils ont demandé l'autorisation de faire passer par Ruhrhort, considéré comme zone neutre, pour leurs grands blessés.

La situation à Berlin

L'état de siège renforcé, qui avait été décrété à Berlin, a été levé hier après-midi.

Les syndicats patronaux ont ratifié les conditions de l'accord passé entre le Comité de la Fédération ouvrière et les représentants des partis de la majorité à l'Assemblée nationale. En conséquence, la grève a été déclarée terminée.

Les communications téléphoniques sont rétablies avec les différentes villes de l'empire. On espère que les trains pourront circuler à nouveau dès demain. Les journaux n'ont pas encore paru.

A Roubaix

Hier, dimanche, s'est effectuée la manifestation inspirée à la fois par le Parti Socialiste et la C. G. T. Avant dix heures, deux mille personnes environ se pressaient devant «La Paix», dont la grande salle était déjà comble. Nombre de personnes ne purent entendre les discours, et s'en furent avant que l'on ait pu organiser un second meeting sur la rue.

Passerieu, de la C. G. T., Laurldan, Desurmont, Lefebvre, parlèrent successivement de l'amnistie, des huit heures et de la vie chère.

Un cortège s'est ensuite formé, qui a traversé la ville et s'est disloqué, sans autre incident, en face de la gare.

A Marseille

Marseille, 21. — L'Union Départementale des Syndicats ouvriers donnant aujourd'hui son Congrès annuel à Salon, n'a pu organiser la manifestation projetée par la C. G. T. Elle en a informé la population, par une proclamation dans laquelle elle a rappelé qu'elle n'a rien abdiqué de ses revendications : diminution du prix de la vie, maintien de la journée de huit heures, et vote d'une amnistie totale. Elle termine en déclarant que l'heure n'est pas aux manifestations en vases clos, que la grève générale de protestation est seule capable d'arracher aux gouvernants d'amnistie entière et la paix avec la Russie. Dans la matinée, diverses corporations tinrent un grand meeting à la Bourse du Travail, avec le concours de plusieurs orateurs cégétistes.

A Mulhouse

Mulhouse, 21 mars. — Ce matin, à 10 heures, un grand meeting socialiste a eu lieu au marché couvert, devant 10.000 auditeurs. Les orateurs Wilki et Mersch ont pris la parole sur la loi de huit heures. A la suite de ces discours, un cortège de 7 à 8.000 personnes s'est déployé drapeau rouge en tête à travers les rues de Mulhouse, au chant de l'Internationale. Le cortège se disloqua vers midi, place du Nouveau Quartier.

A Orléans

Orléans, 21 mars. — Par un temps magnifique a eu lieu aujourd'hui, à 3 heures, la réunion en plein air organisé par la C. G. T. Après les discours, un cortège imposant a défilé dans les principales rues de la ville et rendez-vous a été pris pour le 1er mai prochain.

A Montpellier

Montpellier, 21 mars. — De nombreux ouvriers ont assisté cet après-midi à une réunion organisée à Montpellier, par l'Union des Syndicats de l'Hérault, pour protester contre la vie chère, contre le projet d'arbitrage obligatoire et pour réclamer l'amnistie et le maintien de la journée de huit heures. Une manifestation a parcouru ensuite les principales rues de la ville.

La gare de Denain détruite par le feu

80.000 FRANCS DE DEGATS

Dans la nuit de samedi à dimanche, vers dix heures et demie, un incendie, dont on ignore les causes, s'est déclaré dans les locaux servant de bureaux et de magasins de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Grâce au vaillant concours du personnel de la compagnie des sapeurs pompiers de la ville et du public, on est parvenu, malgré les rapides progrès de cet incendie, à sauver toutes les marchandises qui y étaient en dépôt.

Il ne reste plus qu'un amas de cendres de cette gare provisoire, récemment construite.

Les dégâts peuvent être évalués à 80.000 francs.

Des trains sont remis en marche

EN VOICI L'HORAIRE

Les trains ci-après désignés, seront remis en marche aujourd'hui lundi, aux horaires ci-dessous indiqués :

307, départ à Paris à 8 h. 05, arrivée à Lille 12 h. 35. — 304 Lille 8 h. 30, Paris 13 h. — 311 Amiens 5 h. 20, Lille 10 h. 45. — 332 Lille 19 h., Amiens 23 h. 55. — 2902 Valenciennes 5 h. 30, Lille 7 h. 50. — 2907 Lille 10 h. 45, Valenciennes 13 h. 25 via Douai. — 2505 Tourcoing 4 h. 47, Mouscron 5 h. — 2530 Mouscron 15 h. 18, Tourcoing 16 h. 11. — 2534 Tourcoing 17 h. 10, Lille 17 h. 47. — 2473 Roubaix 8 h. 51, Halluin 9 h. 20. — 2474 Halluin 9 h. 45, Roubaix 10 h. 15. — 2449 Lille 16 h. 20, Comines 17 h. 16. — 2450 Comines 17 h. 31, Lille 18 h. 34.

Arrêté par une balle

UN APACHE ESPAGNOL VOLAIT AVEC DEUX COMPLICES. — UN AGENT SURVINT...

Bordeaux, 21 mars. — Surpris par un agent au moment où ils s'apprêtaient à emporter des marchandises, qu'ils venaient de dérober, trois malfaiteurs s'enfuirent en tirant du revolver pour couvrir leur retraite. L'agent riposta et l'un des apaches, Manuel Corrido, atteint dans le dos, fut traversé de part en part. Ses deux complices, espagnols comme lui, furent arrêtés.

Un boche a mutilé « le Poilu »

Metz, 21 mars. — Pendant la nuit, un boche a tiré plusieurs coups de revolver sur la statue du « Poilu » érigée sur le socle ayant supporté le monument équestre de Guillaume Ier.

La statue, qui était en plâtre, a fortement souffert. La tête et les mains ont été brisées.

Les Mineurs du Pas-de-Calais se prononcent pour la continuation de la Grève

Les résultats du referendum

Le référendum décidé samedi, par le Congrès de Noeux, sur la question de la reprise du travail, s'est effectué hier, dans le calme, dans toutes les localités minières du Pas-de-Calais, qui présentaient à cette occasion leur physionomie animée des jours d'élections législatives.

D'après les premiers résultats qui nous sont parvenus dans la soirée, il semble qu'environ quatre-vingt pour cent des ouvriers ayant pris part au vote, se sont prononcés pour la continuation de la grève et ont ainsi rejeté la sentence arbitrale rendue mercredi soir à Paris, par les Ministres des Travaux publics et du Travail.

Les travailleurs municipaux de Paris ont voté pour la grève

Paris, 21 mars. — Les travailleurs municipaux ont décidé la grève.

Ils réclament une augmentation de salaires de 1.675 francs. Le Conseil municipal ne voulait leur accorder que 1.200 fr., et encore sous forme d'indemnité de résidence qu'il refusait d'incorporer aux salaires.

Réunis hier soir au gymnase Japy, au nombre de 20.000, les travailleurs municipaux ont voté le principe de la grève à l'unanimité.

Mais une dernière démarche va être tentée auprès de M. Millerand.

Ils n'ont pas mis de gants pour cesser d'en faire

Millau, 21 mars. — Les ouvriers et ouvrières des ganteries et tanneries de Millau, au nombre de plusieurs milliers, ont déclaré la grève. Ils demandent une augmentation de salaire.

Pour l'anniversaire de la Commune

TOUT PARIS SOCIALISTE A MONTREUIL-SOUS-BOIS

Paris, 21 mars. — La Municipalité de Montreuil-sous-Bois a organisé cet après-midi, pour commémorer la proclamation de la Commune, une grande fête à laquelle ont participé toutes les sections et jeunesses socialistes de Paris et de la banlieue.

Les manifestants se sont réunis à la barrière de Montreuil et, précédés de Paul-Boncour, Dormoy, députés, de la Municipalité, des pompiers et des enfants des écoles, ont défilé à travers les rues de la commune, leur drapeau rouge déployé en chantant l' « Internationale » et en criant : « Amnistie ! »

Place de la Mairie, ont été posées des plaques lui donnant le nom de Jean-Jaurès. Puis le cortège a gagné la Salle des Fêtes, où, sous la présidence de Poncet, autour duquel avaient pris place des élus municipaux de Paris, a eu lieu une conférence au cours de laquelle Léon Blum, Paul Boncour et Dormoy ont pris la parole et réclamé l'amnistie totale, après avoir adressé un salut ému aux morts du mouvement communiste de 1871.

La Commission des R. L. veut entendre le Ministre des Finances

Au cours de sa dernière réunion, la Commission des Régions Libérées a décidé de demander à son président de faire des démarches auprès du Ministre des Finances pour que celui-ci expose, devant la Commission, son programme financier en ce qui concerne les Régions libérées.

Tragique excursion sur l'Escaut

TROIS JEUNES GENS A L'EAU. UN NOYE

Samedi, dans l'après-midi, trois jeunes gens excursionnaient en barquette, sur l'Escaut, à Anvers, quand soudain, leur frêle embarcation fut emportée par la marée qui était des plus violentes. La barquette alla se jeter sur le bateau de passage, au plein milieu du fleuve, et fut littéralement mise en miettes. Le bateau de passage s'arrêta immédiatement et l'on se porta au secours des trois infortunés jeunes gens.

Après de gros efforts, deux d'entre eux purent être retirés, mais le troisième, emporté par le courant, disparut sous les flots.

C'est un nommé Rodolphe Verbeck, âgé de 17 ans, demeurant à Anvers.

LE MINISTRE de l'Instruction Publique à Lille

Le père de l'heure nouvelle, M. Honnorat, ministre de l'Instruction publique, est arrivé à Lille en auto dans la soirée de samedi, vers 23 heures.

Il venait de Douai. M. Trarieux, chef de cabinet, ainsi qu'un de nos confrères du « Figaro », l'accompagnaient.

M. Honnorat fut reçu au Rectorat, rue Saint-Jacques, par MM. Naudin, préfet, et Lyon, recteur, puis se rendit à la Préfecture où il passa la nuit.

LE MINISTRE VISITE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Accompagné de MM. Naudin, Lyon, et de MM. Thalamas et Capra, inspecteurs d'Académie, le Ministre de l'Instruction publique se rendit dimanche matin aux Lycées Faidherbe et Fénelon, pour inspecter ces établissements. Il visita également les Ecoles académiques notamment.

Après un déjeuner qui eut lieu à midi à la Préfecture, M. Honnorat et sa suite se rendirent à 14 heures et demie à la Bibliothèque Universitaire, rue Angellier.

Dans la grande salle de lecture de cet établissement se trouvaient réunis, outre le personnel enseignant des Facultés, les doyens desdites Facultés, MM. Lefebvre (Lettres), Damiens (Sciences), Mouchet (Droit), Combemaele (Médecine).

Etaient également présents : MM. Lyon, Contensin, Leroy et Bardou.

Prenant la parole, M. Lyon exposa la situation de l'Université pendant l'occupation allemande, puis parla de cette situation qui était très brillante avant les hostilités.

Après quelques mots émus à l'adresse des professeurs et des étudiants disparus au cours de la grande tourmente, le Recteur déclara au Ministre que l'on comptait sur lui pour combler les vides et assurer la réorganisation de l'enseignement supérieur.

M. Honnorat fit des promesses à cet égard, puis un éloge de la France et de son Université en général.

Les discours terminés, on visita la bibliothèque, le Musée d'Histoire naturelle, tout proche. Les visiteurs se dirigèrent ensuite vers la Maison des Etudiants où avait lieu une fête organisée par la Directrice de l'Ecole Pasteur. Après quelques mots de félicitation et diverses présentations, le Ministre remonta en auto pour se diriger vers Armentières et Bailleul.

A Armentières, le Ministre visita l'Ecole Supérieure professionnelle ainsi que le Collège de jeunes filles, puis, en auto, le Ministre et sa suite se dirigèrent vers Bailleul où M. Honnorat prononça un discours dans l'école primaire. Il repartit ensuite vers Meteren où il visita également les établissements scolaires provisoires.

Le soir, à huit heures, M. Honnorat, de retour à Lille, présidait un banquet qui avait lieu en son honneur au Rectorat, et auquel avaient été invités MM. Naudin, préfet, Lefebvre, Damiens, Mouchet, Combemaele, doyens des Universités de Lille ; Labbé, directeur technique de la Reconstitution, les inspecteurs d'Académie, directeurs départementaux, etc...

Aujourd'hui lundi, le Ministre, croit-on, se rendra dans le Pas-de-Calais pour continuer son inspection.

A L'EXPOSITION DES Commerçants Lillois

Une promenade pittoresque

« Rose » et « Mimie » se sont réveillées hier matin de très bonne humeur. Pensez donc, c'est jour de fête !... En ce beau dimanche qui s'annonce comme devant être plein de clair soleil, les commerçants lillois vont exposer à leurs vitrines, les plus jolies choses de leurs magasins et Rose et Mimie, laissant là leurs maris, se sont données rendez-vous sur la Grand'Place pour faire ensemble leur visite et échanger leurs impressions.

Paul et Emile, les deux époux, iront pendant ce temps, faire une « manille » au café.

A l'heure dite, cinq heures, « Rose » attend « Mimie » au pied de la déesse.

Cette adolescente est sombre
A cause de ses vingt ans
Et de tout ce qu'on voit d'ombre
Dans ses beaux yeux innocents.

Et selon le mot du poète :

On donnerait un empire
Pour tous ces chastes appas.
Elle est terrible, et le pire
C'est qu'elle n'y pense pas.

Mais voici « Mimie », et « Mimie » est aussi jolie que « Rose », bref, de toutes deux l'on peut dire :

Cet être qui nous attire
Ange, déesse ou fée
Enivrerait un satyre
Et griserait un abbé.

Et la promenade-visite commence, remplie de rires, de petits cris, d'étonnements joyeux et candides.

De suite, rue Esquermoise, c'est la grande extase.

Devant les « SOEURS DE CHARITE », au numéro 15, « Mimie » explique à « Rose » : « Voilà ma chère, des toilettes qui sont des merveilles d'originalité et de bon goût. Et comme c'est travaillé. On fait pas mieux à Paris, tu sais ».

— « Ah ! pour sûr, opiné Rose, et regarde cette lingerie pour homme, sûrement, j'enverrai Paul ici ».

En face, « AUX MODES PARISIENNES », c'est un éblouissement, un déluge de toilettes ravissantes en leur tonalité et en leur composition, et qui fait pousser des cris d'admiration à Rose aussi bien qu'à Mimie. Surtout une exquise toilette rose, de jeune fille, attire l'attention de Rose. Elle est rose comme son nom, cette toilette, et le mannequin qui la porte, blonde est comme elle. « Si Paul pouvait me payer ça, soupire-t-elle !... Oui !... mais Paul marchera-t-il ?... Pourquoi pas, après tout ».

Un peu plus loin, chez CHARLET, c'est un éblouissement de fantaisie et de chic français. Une toilette saumon mordorée et un tablier de dentelles sont de pures merveilles qui font pousser des petits cris d'émoi satisfait aux deux jolies amies.

Au 40 de la rue Esquermoise, chez MARCHAL, le magasin vient d'être remis à neuf. C'est un amoncellement de toilettes ravissantes, de blouses exquises et d'autres belles choses qui font que Rose et Mimie en pâlissent d'envie.

Jamais les bourses de Paul et d'Emile n'y suffiront, non, c'est certain.

« Il faut être sage et se borner », fait remarquer Mimie.

Et la visite continue : chez ROUSSEL, le magasin où exposent nos grands peintres lillois, les Guifard, les Jamois, les Dhilly, les Ancelet, etc., c'est plein de merveilles.

Au coin de la rue des Poissonceaux, des primeurs de prix retiennent un instant l'attention de Rose, qui est un peu gourmande.

« Mais c'est fort cher, soupire-t-elle; Eve, ô ma mère, tu fus heureuse : la pomme te fût donnée ! »

SUR LA GRAND'PLACE

La foule déambule, de plus en plus dense. Entre tous, la bijouterie Haymann, à l'enseigne du « LINGOT D'OR » rutile de belles choses. Mimie, qui est fort coquette, y remarque notamment des bijoux de forme exquise et qui lui semblent avec raison être de très belle composition artistique et de prix abordable.

Un peu plus loin, rue Lepelletier, elle tombe en extase devant les délicieux jerseys de soie de la maison « LILLE-TISSUS », de formes si nouvelles, et de prix si avantageux, dit-elle.

Nous voici rue Grande-Chaussée. Ici, le clou, ce sont les magasins universellement connus à Lille, « A SAINT-JACQUES ».

« Oh ! faut voir ça !... s'écrie Rose; voilà des étoffes d'un coloris magnifique et des toilettes superbes, d'une élégance toute française.

Rose a raison et Mimie se range à son avis.

Chez « RAGOT », une exquise statuette d'art représentant une danseuse, retient l'attention des deux jolies filles.

« On dirait Régina Badet », fait observer Mimie, qui a vu danser autrefois la grande artiste.

Et l'on passe à la rue de Paris, où l'on admire au 52, à la « COMPAGNIE FRANÇAISE », toute une floraison de blouses de fantaisies à des prix abordables.

Chez GRAS, le marchand de musique de la rue Faidherbe, les ophicléides et les contrebasses géantes, aux cuivres rutilants, voisinent avec les gramophones perfectionnés. Rêveuses, Rose et Mimie regardent et s'effarouchent un peu devant les monstres de métal sonore.

EN ARRIVANT RUE NEUVE

Arrivées rue Neuve, la vitrine du bijoutier CAGAN, où se trouvent de si jolies choses, retient un moment les deux amies. Il y a là des opales mirifiques et des montres-bijoux tout simplement exquises.

Plus loin, on s'arrête devant les magasins de costumes de chez THIERRY et SIGRAND. Les prix sont abordables, et sûrement Mimie y enverra Emile qui a besoin d'un complet; c'est vrai, ça, les hommes, ça ne sait jamais où aller. Heureusement qu'elle est là.

Rose approuve; ah ! oui, ma chère !... et l'on passe aux magasins de chaussures de chez LECONTE. Les fines chaussures de femmes, faites pour les petits pieds, y voisinent avec les chaussures d'hommes. C'est épatant !... affirme Rose.

L'EMERVEILLEMENT CONTINU

Et l'on gagne la rue Nationale. « AU BON MARCHE », c'est une féerie de toilettes ravissantes.

En face, chez PILATE, des dentelles arachnéennes sont de pures merveilles d'art, de même les porcelaines et faïences de la maison BAILLEZ.

Aux « GALERIES LILLOISES », c'est un amoncellement de beautés. Toilettes, chapeaux, lingeries, etc., etc., font pousser des cris d'admiration aux deux amies.

Mais Mimie et Rose sont artistes, aussi s'arrêtent-elles avec admiration devant le merveilleux tableau représentant la Vieille-Bourse, que le peintre Jamois expose chez WIART. C'est une merveille d'exactitude comme impression, et c'est peint avec une puissance extraordinaire.

Après avoir admiré les merveilles de la Compagnie des Bronzes, et s'être régalées chez Méert, — Rose et Mimie sont gourmandes, — les deux amies arrivent au boulevard de la